

Comment relancer l'économie ? Une économie au service de l'homme (II/III)

Article rédigé par *Georges Berthu**, le 06 mai 2009

Le libre-échangisme doctrinaire s'habille des concepts du libre échange traditionnel pour faire croire qu'il travaille au service de tous. Pure manipulation.

Une économie au service de l'homme, c'est d'abord *une économie qui reflète la centralité de la personne* en obéissant aux orientations données par chaque membre de la société, selon deux procédures qui se complètent et se limitent mutuellement : d'un côté le marché, qui fonctionne par échange de droits de propriété déterminant des prix, de l'autre l'État démocratique qui intervient pour faire prévaloir le bien commun lorsque sa détermination par les prix n'est pas possible, ou trop aléatoire.

La procédure du marché présente l'avantage d'être impersonnelle. La procédure étatique est plus entachée de subjectivité. C'est pourquoi elle doit être réservée aux cas où les prix ne peuvent fournir aucune indication fiable.

Les droits compensateurs entrent exactement dans ce schéma : l'État doit être amené à les fixer dans des cas d'urgence de sauvegarde du bien commun, lorsqu'à l'évidence la disproportion des conditions de production, entre zones hétérogènes, engendre des coûts externes si importants que les prix apparents des importations sous-estiment grossièrement leur prix global pour la société d'accueil.

Une économie au service de l'homme, c'est aussi évidemment *une économie qui améliore la vie concrète du plus grand nombre*. Ce n'est certes pas le cas de la mondialisation sauvage, qui détruit les structures protectrices des individus, qu'elles soient traditionnelles (nations), ou modernes (systèmes sociaux à l'intérieur des nations), qui appauvrit les plus fragiles, dans les pays développés comme dans les autres, et qui procure un enrichissement sans bornes à quelques uns (enrichissement pas toujours visible car il a tendance à s'extérioriser dans les paradis fiscaux).

Les droits compensateurs, au contraire, fonctionnent comme des écluses qui égalisent les niveaux en évitant les perturbations dommageables. Ils profitent donc aux pauvres des pays riches, en préservant leurs emplois, et aussi aux pauvres des pays émergents, puisque leurs dirigeants, trouvant l'exportation moins facile, seront incités à développer davantage leur marché intérieur. Le produit de ces droits pourrait aussi être reversé aux pays les plus pauvres, afin de souligner encore mieux leur fonction au service d'un développement équitable.

C'est ainsi que la régulation publique par les droits compensateurs, complétant le marché, produira des prix plus exacts, donc des indicateurs plus fiables. Ainsi le libre échange redeviendra-t-il en même temps un *juste échange*.

Enfin, une économie au service de l'homme, c'est *une économie qui ne sacrifie pas tout à l'immédiat*, et comprend qu'il faut entretenir une intelligence globale du monde pour pouvoir durer. C'est tout le contraire de la mondialisation sauvage, avec sa financiarisation à outrance, ses superprofits immédiats, sa destruction des solidarités non marchandes, sa consommation immodérée des ressources naturelles. C'est aussi le refus d'une attitude qui méconnaît les limites de l'homme et du monde, qu'il s'agisse des frontières que les hommes ont établies au fil des siècles pour mieux gérer leurs différences, ou des contraintes que la nature impose pour que les prélèvements ne la détruisent pas.

La frontière en particulier permet un développement mondial régulé : elle donne à chaque peuple le moyen de préserver son identité, d'exercer dans ce cadre un premier niveau de solidarités, enfin de faire échanger et coexister pacifiquement, par le biais d'écluses, des zones géographiques de niveaux et de droits différents.

Croire que l'on peut tout faire sans limites et sans distinction des peuples est une grande erreur dont la mondialisation sauvage n'est qu'un reflet dans un domaine particulier. Pour contribuer à corriger cette erreur, il faut réintroduire dans le calcul économique les coûts externes, et avec eux la valeur des identités, des solidarités, de la paix sociale que l'État doit préserver.

* **Georges Berthu** est économiste, ancien député européen (1994-2004).

Article précédent :

[Relancer l'économie](#) (I) **Prochain article :**
Changer d'Europe (III)

Lire aussi :

[Comment améliorer l'efficacité du Parlement européen](#) (20 mai 2004).

[1] [La vraie crise derrière le krach financier](#) , *Liberté politique.com*, 14 novembre 2008.
